

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1074>



Lettre à Emmanuel Macron sur la menace nucléaire

- Accueil - Actualités - Elections 2017 -

Date de mise en ligne : vendredi 5 mai 2017

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Monsieur le Président,

Vous n'êtes pas encore élu à la présidence de la République mais, si vous l'êtes au soir du 7 mai, nous vous demandons ce que vous comptez faire pour protéger la France et les Français de la menace la plus grave qui soit : le danger nucléaire. Si nous vous posons cette question à quelques jours du 2e tour de l'élection présidentielle, c'est que vous avez laissé sans réponse celles que nous vous avons adressées, ainsi qu'à d'autres candidats, en décembre 2016 :

1. Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?
2. Vous engagez-vous, si vous êtes élu(e), à soutenir la tenue d'un référendum posant la question précédente au peuple français dans les meilleurs délais après votre élection ?
3. Afin d'éviter un Tchernobyl ou un Fukushima français, vous engagez-vous à ce que la France programme la mise à l'arrêt de tous ses réacteurs électronucléaires et mette en oeuvre au cours du prochain quinquennat la transition la plus rapide possible vers une production d'électricité sans recours à l'énergie nucléaire ?

Concernant la dernière question, vous comprendrez certainement que, mis à part la fermeture de la centrale de Fessenheim, qui n'a que trop tardé et ne saurait être subordonnée à l'ouverture de l'EPR de Flamanville ni justifier les exigences indues d'EDF, aucun des objectifs déclarés de votre programme ne peut nous satisfaire. Nous aimerions vous convaincre que l'énergie nucléaire est une énergie moribonde, bien trop dangereuse pour être maintenue sous perfusion étatique, et que le jour où une catastrophe du type de celle de Fukushima frappera l'hexagone, comme cela faillit se produire à la centrale du Blayais le 27 décembre 1999, vous en serez tenu pour premier responsable.

Nous aimerions encore plus vous convaincre de réexaminer votre programme à la lumière de nos deux premières questions.

En effet, l'arme nucléaire est selon nous un non-sens et nous ne sommes pas seuls de cet avis. Partout dans le monde, du Pape François aux prix Nobel en passant par les savants atomistes de Pugwash, les maires et les évêques des Etats-Unis, les maires de 7500 villes ou les gouvernements de 130 pays, des voix s'élèvent pour le dire. La Proposition de Loi organisant un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et l'Appel à référendum, tous deux signés aujourd'hui par plus de 120 parlementaires français, en attestent : l'arme nucléaire ne fait que produire de l'insécurité dans le monde. Comme le disait en 1996 le général Lee Butler, dernier chef du Strategic Air Command, « les armes nucléaires sont fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables ».

Leur dangerosité, même en temps de paix et à plus forte raison en cas de crise internationale, n'est plus à démontrer après Hiroshima, Nagasaki, après la crise de Cuba, après d'autres approches au bord du gouffre comme celle de l'automne 1983, après les trois conférences sur leur « impact humanitaire » (c'est-à-dire inhumain) qui ont réuni en 2014 et 2015 à Oslo, Nayarit et Vienne, respectivement 127, 146 et 158 délégations gouvernementales.

Leur coût exorbitant - pour la France, largement plus de 300 milliards d'Euros à ce jour, et chaque année 5 à 6 milliards de plus pour leur entretien et leur « modernisation », au demeurant parfaitement inutile - est flagrant. Il pèse en pure perte sur le budget de fonctionnement et d'équipement conventionnel des armées, aussi bien que sur les

budgets sociaux de la nation.

Leur inefficacité militaire est évidente contre les terroristes. Mais elle l'est aussi contre d'autres Etats dotés d'armes nucléaires - sauf aux yeux de certains stratèges français qui n'ont jamais eu à mettre leurs idées à l'épreuve. Les seuls à l'avoir fait sont, parmi les militaires, l'état-major des « Bleus » opposés aux « Rouges » lors des manoeuvres effectuées en mai 1980 dans la zone française occupée de la République fédérale allemande, et parmi les dirigeants politiques, le Président Giscard d'Estaing. Il avait fait organiser ces manoeuvres pour tester le moment où les « Bleus », « enfoncés » par les chars des « Rouges » trois à quatre fois plus nombreux, lui demanderaient d'autoriser l'emploi de missiles Pluton à tête nucléaire, pour stopper l'avance des Rouges sur le terrain.

« Une conclusion se fait jour, peu à peu : ni de loin, où je suis, ni sur le terrain, où se situent les responsables militaires, la décision d'employer l'arme nucléaire tactique n'apparaît opportune ». Quant aux armes nucléaires « stratégiques » prenant pour cibles des cités ennemies, le président Giscard s'était également résolu, en son for intérieur, à ne jamais les utiliser en premier, pour ne pas provoquer la riposte qui détruirait la France. Mais comme leur fonction dissuasive reposait en fait sur cet emploi en premier, c'est à la capitulation qu'il s'était préparé en cas de défaite « conventionnelle » et d'invasion soviétique - remarquant à juste titre que la France s'était relevée de plus d'une occupation dans son histoire, mais qu'elle ne se relèverait pas de son anéantissement.

Telle sont les réalités militaires que d'ordinaire on se garde d'évoquer.

Enfin, ces armes sont totalement immorales. Elles frappent indistinctement civils et militaires, elles provoquent des souffrances atroces, elles affectent les générations futures. (Lisez les témoignages des hibakusha !) Que ferez-vous si vous avez un jour à décider de leur emploi ? Renoncerez-vous à provoquer la mort, les blessures, la survie misérable de milliers, de centaines de milliers, de millions de personnes ? A faire subir le même sort à vos proches et vos concitoyens ? Dans ce cas, c'est dès maintenant qu'il faut y renoncer, et entraîner dans ce processus les autres Etats nucléaires. Ou bien deviendrez-vous, au nom de la prétendue défense de nos valeurs républicaines -liberté, égalité, fraternité- un criminel de guerre, un criminel contre l'humanité ?

Sur 193 Etats membres des Nations Unies, 9 seulement possèdent des armes nucléaires, dont la France, hélas. Ce sont tous des « Etats-voyous », au même titre que la Corée du Nord. Ils prennent en otages les autres Etats, les peuples, la population du monde entier. Ils s'arrogent des « droits » absolument inacceptables.

L'Onu en est consciente. Elle a décidé à une très large majorité de convoquer des négociations pour établir un traité d'interdiction des armes nucléaires menant à leur totale élimination. 132 Etats ont pris part à la première session de cette conférence, qui s'est déroulée avec succès du 27 au 31 mars dernier et laisse présager que la prochaine session aboutira le 7 juillet à un texte interdisant les armes nucléaires. Ce texte sera soumis, à l'automne, à l'Assemblée générale de l'ONU.

« La France, avez-vous écrit au MAN, ne saurait s'engager dans une telle négociation sans que les autres Etats dotés ou possédants ne s'y engagent également. » Mais si chaque Etat doté dit la même chose, chacun s'abritant derrière l'immobilisme des autres, personne ne s'y engagera.

Que vous demande-t-on alors ? D'y engager la France pour y amener les autres Etats dotés, dans le respect de l'article 6 du TNP qui leur en fait obligation, le respect de la Charte de l'ONU, du droit humanitaire, de la Déclaration des droits de l'Homme - et de la Constitution française, qui fait de vous « le garant du bon fonctionnement des institutions » et le garant du respect des traités internationaux. De nombreux pays attendent cette démarche de la France.

Lettre à Emmanuel Macron sur la menace nucléaire

Quand le traité d'interdiction existera, quand bien même aucun Etat doté ne l'aurait signé, les armes nucléaires seront stigmatisées, tout comme le sont aujourd'hui les armes biologiques et chimiques, ainsi que les Etats qui en détiennent. Voulez-vous placer la France au ban des nations ?

Envoyez donc, Monsieur le président, des diplomates français à l'Onu le 15 juin prochain. Non pour dire, comme lors de la précédente session, que la France ne se joindra pas aux négociations, mais au contraire, pour dire qu'elle y participe.

Et si vous doutez que ce soit la volonté des Français, alors, voyez le sondage de l'IFOP ou, mieux encore, posez-leur la question.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments républicains.

Jean-Marie Matagne
Docteur en Philosophie
Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)
Administrateur du Réseau « Sortir du nucléaire »

Action des Citoyens pour le
Désarmement Nucléaire (ACDN)
31, Rue du Cormier - 17100 - SAINTES
Tel : 33 6 73 50 76 61
contact@acdn.net
<http://www.acdn.net>

Destinataire :

M. Emmanuel Macron, Président
« En Marche ! »
99 Rue de l'Abbé Groult
75015 Paris
Courrier remis le 3 mai 2017

P.J. :

- ▶ Appel à référendum
- ▶ Proposition de Loi référendaire
- ▶ Liste des signataires
- ▶ Soutiens étrangers
- ▶ Sondage IFOP-ACDN

Voir en ligne :

- ▶ [APPEL A REFERENDUM sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires](#)
- ▶ [Trois Français sur quatre veulent abolir l'arme nucléaire](#)
- ▶ [Le pape François appelle un monde sans armes nucléaires et soutient leur abolition](#)
- ▶ [6 Prix Nobel lancent un appel : Finissons-en avec la folie nucléaire](#)